Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Le-traite-international-d-interdiction-des-armes

7 juillet 2017

Le traité international d'interdiction des armes nucléaires vient d'être adopté par l'ONU

L'ONU vient d'adopter ce vendredi 7 juillet 2017 un traité international d'interdiction des armes nucléaires, les négociations préalables à sa rédaction ont été boycottées par la France, les États-Unis, la Russie et d'autres puissances nucléaires.

Malgré sa portée symbolique (en raison de l'absence de signature de la part des pays dotés de l'arme nucléaire et de pays "complices" membres de l'OTAN), il est la preuve qu'une majorité écrasante des pays du monde s'oppose à l'épée de Damoclès atomique, qui pèse sur les épaules de l'humanité toute entière.

Version française du traité proposé au vote

Résultats des votes des 124 pays ayant participé aux négociations :

- **122 voix pour**
- **1 abstention (Singapour)**
- **1 contre (Pays-Bas)**

Retrouvez jour par jour, toutes les étapes des négociations ayant abouti à la rédaction de ce traité dans cette rubrique dédiée de notre site.

Éditorial de Ray Acheson directrice de l’ONG Reaching Critical Will, écrit juste avant le vote du texte :

Tout simplement interdire les armes nucléaires

Nous sommes « sur la voie d’un moment vraiment historique », a déclaré la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) jeudi matin : « La communauté internationale déclare, pour la première fois, sans ambiguïté, que les armes nucléaires ne sont pas seulement immorales, mais aussi illégales. » Le développement — et l’adoption anticipée — de ce traité représente un point de rupture avec le statu quo, avec la subordination aux puissants, avec l’ordre mondial patriarcal de la violence nucléaire massive. Quoi qu’il arrive vendredi, ce traité a déjà eu une incidence sur le rôle de l’arme nucléaire et, plus largement, sur les relations internationales. Son adoption et sa mise en œuvre apporteront des changements encore plus positifs.

Ce traité interdit les politiques et les pratiques qui maintiennent les armes nucléaires, y compris celles liées à la « dissuasion » nucléaire. Il interdit tous les aspects des activités des armes nucléaires, du développement à l’usage et de tout ce qui se passe entre les deux. Comme l’a déclaré ICAN, ainsi que de nombreux États mercredi : « L’absence de références explicites à [certaines activités] n’implique en rien qu’elles sont licites. Cette interdiction est exhaustive. »

Ceci est important dans un monde où les gouvernements qui soutiennent les armes nucléaires, investissent activement dans leur modernisation et leur maintenance. Juste cette semaine, une étude

commandée par le Parlement allemand explique que « le pays pourrait légalement financer les programmes d'armes nucléaires britanniques ou français en échange de leur protection ». C'est exactement ce type d'activité que le traité d'interdiction des armes nucléaires aidera à prévenir.

Ainsi, le traité d'interdiction des armes nucléaires aidera à prévenir les risques futurs pour l'humanité, comme l'a expliqué Vanessa Griffen de FemLINKpacific à la conférence. Il « aborde également les dégâts causés par les essais nucléaires », a-t-elle déclaré. Le traité contient « des dispositions essentielles pour les personnes, les terres et les océans qui subissent les conséquences des essais nucléaires ». Ce traité confirme que les impacts humanitaires et environnementaux des armes nucléaires sont catastrophiques. Cela a motivé les gouvernements du monde entier à rompre le tabou et adopter une nouvelle loi internationale sur cette question sans le soutien des neuf pays qui possèdent des armes nucléaires. C'était un mouvement audacieux, soutenu et inspiré par des acteurs de la société civile et des parlementaires qui voulaient contester le statu quo et prendre des mesures réelles pour créer un avenir meilleur.

Ce traité impactera même les États qui n'ont pas participé à ces négociations. Les États dotés d'armes nucléaires et membres d'alliance nucléaire n'ont peut-être pas été présents dans la salle, mais ils seront maintenant contestés par la nouvelle réalité que ce traité crée. Leur héritage de la violence radioactive sera confronté à un avenir d'opposition politique, juridique, économique et sociale dynamique. Le sénateur Scott Ludlam, du Parti vert australien, a déclaré que lui et d'autres parlementaires et représentants de la société civile de tous les États dotés d'armes nucléaires et membres d'alliance nucléaire s'engagent à « à faire campagne pour que nos gouvernements reconnaissent que ce traité est la meilleure chance de construire un monde véritablement en sécurité ». « Un à un, a-t-il rajouté, on les amènera à le ratifier. »

Ce vendredi, les États seront face au choix d'adopter ou non le traité. Sont-ils pour les armes nucléaires ou contre ? Pensent-ils qu'il est légitime qu'une poignée de pays fortement militarisés puissent commettre un génocide ? Ces questions ont été évacuées au fil des années. C'était délibéré. Des concepts comme la dissuasion nucléaire ont remplacé les horreurs de la chair brûlante, des bâtiments aplaties et des générations de cancers. Le traité d'interdiction rapproche tout. Dans quel monde voulons-nous vivre ? Quel type de monde voulons-nous construire activement contre les intérêts des structures de pouvoir qui dépendent de la violence, de l'intimidation, de la peur et de la haine pour se maintenir ?

« Tout simplement interdire les armes nucléaires, n'est pas simple pour tous », a déclaré le sénateur Ludlam. Cela a pris des décennies d'activisme, des années de discussions et des mois de négociations complexes. Maintenant, nous sommes ici autour de la table, avec une question simple : pour ou contre ?

Ray Acheson

Extraits et traduction Abolition des armes nucléaires-Maison de Vigilance